

**Entretien avec Bruno North****Le CNIP sur le front des Ardennes**

**Bruno North, président du CNIP, conduit, dans les Ardennes, la liste de rassemblement menée par Laurent Jacobelli (RN) dans le Grand Est. Cette alliance consacre-t-elle un changement de stratégie pour le plus ancien parti de la droite française, généralement qualifié de modéré et conservateur ? Plutôt une constance dans la défense des idées, nous répond Bruno North, avec force arguments.**



— *Que le Centre national des indépendants et paysans, le CNIP, parti historique d'Antoine Pinay et du président René Coty, fasse alliance avec le RN dès le premier tour, n'est-ce pas une première ?*

— C'est avant tout une histoire de fidélité à ce que nous avons toujours été : un parti de droite, n'ayant, selon le slogan bien connu, « pas d'ennemi à droite ». Face au macronisme, nous nous inscrivons dans la continuité des valeurs que nous avons toujours défendues.

Le macronisme est un capharnaüm idéologique que ses partisans désignent comme une « pensée complexe », sous-entendant que le *vulgum pecus* ne serait pas en capacité d'en comprendre toutes les subtilités, mais il est en fait très simple : il se caractérise par la volonté de « déconstruire » la « communauté d'idées, d'intérêts, d'affections, de souvenirs et d'espérances », pour citer l'historien Fustel de Coulanges, qui fait notre nation. De la possession en commun « d'un riche legs de souvenirs », pour citer cette fois Ernest Renan, il veut faire table rase pour faire advenir un « monde nouveau ».

Dans beaucoup de régions, les élus LR ont décidé de faire alliance avec ces gens-là. Grand bien leur fasse, mais il était inimaginable pour nous de nouer quelque accord que ce soit, fût-ce de façon indirecte, avec des gens qui sont aux antipodes des intérêts nationaux.

La politique imposant des choix, certains d'entre nous ont donc décidé, là où les élus LR se sont compromis et déshonorés, de créer des listes d'union avec le RN. J'ajoute que les partisans de l'exécutif défendent avant tout les urbains et les métropoles, quand nous sommes le parti de la ruralité et de la France des villes moyennes.

— *S'agit-il d'une approche opportuniste (ou pragmatique, pour le dire de façon plus nuancée) ? Qu'est-ce qui a donc changé : le CNIP, le RN ou la situation du pays ?*

— L'opportunisme aurait consisté à accepter des strapontins sur des listes

sortantes et à cautionner, tout au long de la campagne, des idées que nous considérons comme néfastes pour la France, et, tout particulièrement, pour les « déclassés » dont le nombre ne cesse de croître, comme on dit au XXI<sup>e</sup> siècle pour désigner tous ceux qui ne cessent de s'appauvrir – et leurs enfants aussi.

C'est une approche évidemment pragmatique, ce qui est très différent. Le rôle d'un parti politique est de défendre ses idées devant les électeurs, c'est ce que nous faisons. La situation du pays a décidé des responsables du CNIP à envisager de contracter des alliances avec le RN et les autres formations qui composent ces listes ; cela a été étudié au cas par cas. Un certain nombre de têtes de listes du Rassemblement national ayant adopté une attitude constructive, nous avons alors décidé de faire alliance avec celles-ci face à des personnalités dont nous ne voulions pas ou plus pour diriger certaines régions. C'est le cas dans le Grand Est : je conduis, dans les Ardennes, la liste conduite régionalement par Laurent Jacobelli.

— *Cette situation ne concerne-t-elle que le Grand Est ou a-t-elle trouvé sa traduction dans d'autres régions ?*

— Au CNIP, parti respectueux des particularismes locaux s'il en est, ce sont les fédérations départementales qui décident de s'engager ou non dans le combat électoral, aussi les cas de figure sont-ils divers. Seule limite à cette autonomie de décision : dans la même région, deux fédérations départementales ne pourraient soutenir deux listes différentes, c'est une question de cohérence. Des cadres du CNIP sont donc sur des listes, voire en conduisent, tel Philippe Torre, tête de liste dans l'Aisne, où il est maire de Berlancourt. Didier Bresson, maire de Cers, dans l'Hérault, et ancien adjoint de Robert Ménard à Béziers, est candidat sur la liste de Jean-Paul Garraud en Occitanie. Etc. Nous sommes aussi présents sur la liste de Thierry Mariani, en Paca.

Dans certaines régions, nos élus et cadres ont décidé de ne participer à au-

cune liste (Auvergne-Rhône-Alpes, Normandie, Bretagne). De même en Ile-de-France, où nos fédérations ont toutefois décidé de faire barrage aux Khmers Verts en militant contre cette menace, même si nous ne nous faisons aucune illusion sur Valérie Pécresse.

— *Croyez-vous possible une réunification des deux familles (au moins) de la droite, alors que son aile la plus radicale – ou du moins perçue comme telle par les médias et une partie de la classe politique – est devenue hégémonique en son sein ?*

— Le concept d'union des droites est devenu hors sujet en raison de la succession d'échecs pour la réaliser et du manque d'humilité des uns et des autres. Dont acte. On peut le regretter, mais on peut aussi positiver en se disant qu'après tout, la maison commune de la droite existe déjà, c'est le CNIP !

Par son histoire, sa culture, ses valeurs et l'action de ses personnalités, le CNIP incarne la droite. Depuis 1949, il a toujours affiché la couleur, même s'il a fallu attendre 1968 pour que le terme droite revienne en force pour décrire le courant de pensée libéral et conservateur. Le Rassemblement national et sa présidente réfutent, eux, ce vocable.

Disons donc que nous assistons plutôt à la reconstitution d'un bloc patriotique, mais que nous en sommes encore à une forme expérimentale. C'est en quelque sorte la répétition générale de ce que pourraient être les législatives de juin 2022, avec un petit goût de 1986. Cette année-là, grâce à la proportionnelle et à une alliance, le CNIP avait obtenu trois députés (Yvon Briant, Edouard Frédéric-Dupont, Michel de Rostolan), apparentés au groupe FN-Rassemblement national.

Concernant l'UMP, nous avons participé à sa fondation tout en conservant notre indépendance en qualité de parti associé. Nous avons travaillé avec des gens extrêmement différents, dans un équilibre respectant les particularités. C'est la création de LR qui a transformé ce parti choral et l'a placé sous l'emprise hégémonique des sarkozystes. LR a

œuvré pour notre disparition et nous en avons payé un prix très élevé. Mais au plan local, nous travaillons en bonne intelligence avec de nombreux maires LR en tant que membres de la majorité municipale.

— *Quel est votre pronostic pour juin, dans le Grand Est ?*

— Même s'il faut éviter de jouer les oracles, de ce que je vois et entends sur le terrain, des retours que j'ai des élus locaux, une dynamique est en train de s'installer. A la fois en faveur de notre liste et de rejet de celle du président sortant. Les électeurs se rendent compte que Jean Rottner, tête de liste LR, veut les instrumentaliser. Il est déjà virtuellement chez LREM, mais il entretient l'ambiguïté, pour conserver une partie du vote conservateur. Que les Ardennais, les Champenois, les Alsaciens et les Lorrains votent pour Jean Rottner, et ils auront un ministre macroniste, car la région n'est qu'une courte échelle dans sa stratégie personnelle. C'est une escroquerie politique.

Le CNIP entend permettre à la liste menée par Laurent Jacobelli de rassembler au-delà de l'électorat du RN : en parlant au « peuple de droite » et en portant la bonne parole dans les campagnes. Nous parlons à la ruralité, aux patrons de TPE et PME, aux populations déclassées (par l'absence d'accès à l'enseignement supérieur, aux transports, à la culture, aux soins et au numérique, etc.), et à tous ceux qui pensent que le clivage droite/gauche n'est pas mort. C'est bien parce que nous sommes de droite que nous combattons le macronisme.

Mobiliser et motiver un électorat qui peut décider de l'avenir de ce territoire, tel est donc l'objectif que je me suis assigné avec mes amis du CNIP de la fédération des Ardennes et des autres départements de cette circonscription électorale pour le moins baroque. Nous entendons d'ailleurs mettre fin au « Grand Est », pour revenir aux régions antérieures, qui étaient, elles, respectueuses des identités et de l'histoire qui les a forgées. ▀